

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 3353

[C — 2008/29446]

11 JUILLET 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au télétravail dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 20 et 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, et notamment l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 24 décembre 2002;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales, notamment, l'article 1^{er};

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles, de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 13 remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, notamment l'article 45, alinéa 2 remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", notamment l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, notamment l'article 137, § 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 février 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 10 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juillet 2008;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 26 mars 2007;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication, donné le 4 mai 2007;

Vu l'avis du Conseil de direction du CSA, donné le 2 avril 2007;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'O.N.E., donné le 3 avril 2007;

Vu le protocole n° 350 du Comité de Secteur XVII, conclu le 10 mai 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, n° 43.347/2/V, donné le 23 juillet 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération du Gouvernement du 11 juillet 2008,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° télétravail : une forme d'organisation et/ou de réalisation du travail, utilisant les technologies de l'information, dans laquelle un travail, qui aurait également pu être réalisé dans les locaux de l'employeur, est effectué hors de ces locaux de façon régulière;

2° télétravailleur : tout membre du personnel qui effectue du télétravail tel que défini ci-dessus;

3° employeur : les Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII;

4° service : une entité dirigée par un agent de rang 12 au moins.

Art. 2. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, à l'exception des membres du personnel qui exercent une fonction de rang 12 et d'un rang supérieur.

Les membres du personnel qui exercent une fonction de rang 10 et d'un rang supérieur de l'Office de la Naissance et de l'Enfance sont également exclus du champ d'application du présent arrêté.

Toutefois, le membre du personnel de rang 10 ou 12 ainsi que le membre du personnel de rang 15 dont l'emploi n'est pas attribué par mandat conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII exclu du champ d'application du présent arrêté en vertu des alinéas 1^{er} et 2 peut, en vertu du chapitre IV du présent arrêté, être autorisé à recourir au télétravail dans des circonstances exceptionnelles.

§ 2. Le présent arrêté ne vise pas les travailleurs dits mobiles, c'est-à-dire ceux dont la mobilité fait partie intégrante de la fonction.

Le télétravail réalisé dans un bureau satellite de l'employeur, c'est-à-dire un local décentralisé de l'employeur ou mis à la disposition du membre du personnel par l'employeur, ne tombe pas dans le champ d'application du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *De la décision de recourir au télétravail dans l'organisation d'un service*

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement peut décider, sur proposition du ou des Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) et après avis du Collège des fonctionnaires généraux ou, à défaut, du Conseil de direction, de permettre à un service qui répond aux conditions reprises à l'alinéa 2 de recourir au télétravail.

Un service peut être autorisé à recourir au télétravail s'il répond aux conditions suivantes :

1° le télétravail doit être organisé dans l'intérêt du service et être une modalité d'organisation du service dans son ensemble;

2° le télétravail doit être compatible avec la fonction;

3° le télétravail doit être nécessaire en raison de contraintes propres au service, telles que les horaires de travail.

§ 2. Sur proposition du responsable de rang 12 au moins du service autorisé par le Gouvernement à recourir au télétravail, le Collège des fonctionnaires généraux ou, à défaut, le Conseil de direction charge, après avis du Service Interne de Prévention et de Protection au Travail quant à la conformité des locaux, les membres du personnel concernés de recourir au télétravail et définit les modalités d'organisation de celui-ci.

Cette décision du Collège des Fonctionnaires généraux, ou à défaut, du Conseil de direction n'est valable que pour 1 an maximum, renouvelable après réexamen du dossier.

Le Collège des fonctionnaires généraux ou, à défaut, le Conseil de direction communique sa décision au Ministre de la Fonction publique et au(x) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s).

CHAPITRE III. — *De la demande d'un membre du personnel de pouvoir recourir au télétravail*

Art. 4. § 1^{er} Un membre du personnel peut être autorisé à recourir au télétravail s'il répond aux conditions suivantes :

1° le télétravail doit être compatible avec l'intérêt du service;

2° le télétravail doit être compatible avec la fonction;

3° le membre du personnel doit justifier sa demande par une des raisons suivantes, énumérées par ordre de priorité :

a) raisons médicales : dans ce cas, le membre du personnel joint à sa demande une attestation de la médecine du travail;

b) raisons sociales ou familiales : dans ce cas, le membre du personnel joint à sa demande une attestation du service social;

c) raisons liées au temps de trajet : dans ce cas, le membre du personnel justifie dans sa demande que son déplacement domicile – lieu de travail dépasse 2 heures 30 par trajet simple;

§ 2. Un membre du personnel ne peut recourir au télétravail dans les conditions du présent chapitre que pendant un maximum de 5 ans sur l'ensemble de sa carrière.

Art. 5. § 1^{er} Le nombre maximum de membres de personnel qui peuvent recourir au télétravail pour chaque employeur est déterminé, chaque année, par le Gouvernement, sur base des rapports visés à l'article 11 du présent arrêté et sur proposition du Collège des fonctionnaires généraux ou, à défaut, du Conseil de direction.

En l'absence de décision du Gouvernement, le nombre de l'année précédente est reconduit.

§ 2. Les personnes handicapées ne sont pas comptabilisées dans le nombre visé au paragraphe précédent.

Art. 6. § 1. La décision de permettre à un membre du personnel de recourir au télétravail est prise, après avis du supérieur hiérarchique immédiat et du Service interne de Prévention et de Protection au Travail quant à la conformité des locaux, par le Collège des fonctionnaires généraux ou, à défaut, par le Conseil de direction.

Cette décision n'est valable que pour 1 an maximum, renouvelable après réexamen de la demande par le Collège des Fonctionnaires généraux ou, à défaut, par le Conseil de direction au regard des critères énumérés à l'article 4.

§ 2. Le Collège des Fonctionnaires généraux ou, à défaut, le Conseil de direction se prononce, deux fois par an, sur l'ensemble des demandes de télétravail émises à la suite d'un appel aux candidats diffusé auprès de tous les membres du personnel. Cet appel aux candidats laisse aux membres du personnel un délai raisonnable pour introduire leur demande.

Le membre du personnel qui désire recourir au télétravail en application du présent arrêté fait sa demande par écrit via son supérieur hiérarchique de rang 12 au moins.

CHAPITRE IV. — *De la demande de pouvoir recourir au télétravail en raison de circonstances exceptionnelles*

Art. 7. § 1. Un membre du personnel peut être autorisé à recourir temporairement au télétravail s'il remplit les conditions suivantes :

1° il doit s'agir de circonstances exceptionnelles;

2° la demande de télétravail doit être faite dans l'intérêt du service;

3° le télétravail doit être compatible avec la fonction.

§ 2. Un membre du personnel ne peut recourir au télétravail en raison de circonstances exceptionnelles que pendant un maximum de 1 an sur l'ensemble de sa carrière.

Art. 8. La décision de permettre à un membre du personnel de recourir temporairement au télétravail est prise, après avis du supérieur hiérarchique de rang 12 au moins et du Service interne de Prévention et de Protection au Travail quant à la conformité des locaux, par le Collège des fonctionnaires généraux ou, à défaut, par le Conseil de direction.

Cette décision n'est valable que pour 6 mois maximum, renouvelable une fois après réexamen de la demande par le Collège des Fonctionnaires généraux ou, à défaut, par le Conseil de direction au regard des critères énumérés à l'article 7.

Le Collège des fonctionnaires généraux ou, à défaut, le Conseil de direction communique sa décision au Ministre de la Fonction publique et au(x) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s).

CHAPITRE V. — *De la décision individuelle relative au télétravail*

Art. 9. La décision du Collège des Fonctionnaires généraux, ou à défaut, du Conseil de direction de recourir au télétravail doit au moins mentionner :

- 1° le(s) lieu(x) où s'exerce le télétravail;
- 2° les jours pendant lesquels le télétravail est effectué et les jours de présence dans les locaux de l'employeur;
- 3° les moments ou périodes pendant lesquels le télétravailleur doit être joignable et suivant quels moyens;
- 4° la manière selon laquelle l'employeur indique au télétravailleur les tâches à réaliser sous forme de télétravail ainsi que la méthode de mesure du travail fourni par le télétravailleur;
- 5° les moments auxquels le télétravailleur peut faire appel à un support technique;
- 6° les modalités de prise en charge par l'employeur et l'Etnic des frais et des coûts déterminés à l'article 13 et suivants;
- 7° la durée de l'autorisation;
- 8° les conditions et modalités de suspension, de rupture et de renouvellement de l'autorisation;
- 9° l'accord du télétravailleur concernant l'accès au lieu de télétravail au service interne de prévention compétent.

Pour les membres du personnel engagés dans le cadre d'un contrat de travail, la décision fait l'objet d'un avenant à son contrat.

CHAPITRE VI. — *Des droits et des obligations*

Art. 10. § 1^{er}. Aucune allocation ou prime ne peut être associée au télétravail. Aucune augmentation ou diminution de l'horaire de travail ne peut y être liée.

La charge de travail et les critères de résultat du télétravailleur sont équivalents à ceux des membres du personnel comparables occupés dans les locaux de l'employeur.

§ 2. Les télétravailleurs ont les mêmes droits à la formation et aux possibilités de carrière que les membres du personnel comparables occupés dans les locaux de l'employeur et sont soumis aux mêmes évaluations.

§ 3. Le télétravail ne peut pas occuper, sur une période d'un mois, plus de trois cinquièmes du régime de travail qui est applicable au télétravailleur.

§ 4. Moyennant un préavis dont la durée est fixée dans la décision visée à l'article 8, le membre du personnel et l'employeur peuvent mettre fin au télétravail. Ce préavis ne peut pas excéder un mois.

Art. 11. Le télétravailleur doit pouvoir accéder aux informations concernant l'institution et le service.

Art. 12. L'employeur qui met en place le télétravail fournit chaque année au Ministre qui a la Fonction publique dans ses compétences, dans le courant du mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté, un rapport annuel complet sur le nombre de télétravailleurs, la durée du télétravail et tous renseignements utiles à l'évaluation globale du télétravail, en ce compris une évaluation des avantages, des inconvénients ou de la neutralité du télétravail par rapport au travail réalisé dans les bureaux de l'employeur.

Le Ministre de la Fonction publique communique au Gouvernement les rapports susvisés dans les 2 mois de leur réception.

CHAPITRE VII. — *Des conditions de travail*

Art. 13. Le télétravail est réalisé au domicile du télétravailleur ou en tout autre lieu choisi par lui. Si le télétravail est réalisé dans un autre lieu que le domicile du télétravailleur, le télétravailleur le précise dans sa demande.

Art. 14. L'Etnic est tenu de fournir au télétravailleur les équipements nécessaires au télétravail, de les installer et de les entretenir. Elle fournit au télétravailleur un service approprié d'appui technique.

Les coûts des connexions et communications liées au télétravail ne sont pas à charge du télétravailleur.

Art. 15. Le télétravailleur prend dûment soin des équipements qui lui sont confiés.

En cas d'endommagement par des tiers ou de vol, le télétravailleur fournit à l'employeur les informations dont il dispose et qui sont de nature à permettre à celui-ci d'obtenir réparation du préjudice subi.

Art. 16. En cas de panne d'un équipement utilisé par le télétravailleur ou en cas de force majeure l'empêchant d'effectuer son travail, celui-ci en informe immédiatement l'employeur et l'Etnic.

Des modalités spécifiques peuvent être prévues comme des travaux de remplacement ou un retour temporaire dans les locaux de l'employeur.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoire et finales*

Art. 17. A la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le nombre de membres du personnel exprimé en équivalent temps plein visé à l'article 5 du présent arrêté est de :

- pour les Services du Gouvernement de la Communauté française : 45;
- pour le Conseil supérieur de l'Audiovisuel : 1;
- le Commissariat général aux Relations internationales : 2;
- l'Entreprise publique des Technologies nouvelles, de l'Information et de la Communication de la Communauté française : 2;
- l'Institut de la formation en cours de carrière : 1;
- l'Office de la Naissance et de l'Enfance : 12.

Art. 18. L'employeur qui met en place le télétravail est dispensé de déposer le rapport visé à l'article 11 l'année de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 19. Les membres du personnel qui recourent au télétravail à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté doivent introduire, conformément au présent arrêté, une nouvelle demande de télétravail dès le premier appel à candidatures, à défaut de quoi il est mis fin au télétravail, moyennant un préavis dont la durée sera déterminée par le Collège des Fonctionnaires généraux ou, à défaut, par le Conseil de direction.

Le premier appel à candidature aura lieu dans les 6 mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur un mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses compétences est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 11 juillet 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de la Fonction publique,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 3353

[C – 2008/29446]

11 JULI 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het telewerk binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 20 en 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, en inzonderheid op artikel 11, § 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 24 december 2002;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van een Commissariaat-generaal bij de Internationale Betrekkingen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.", inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, inzonderheid op artikel 137, § 3;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 februari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 10 juli 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 8 juli 2008;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 26 maart 2007;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën, gegeven op 4 mei 2007;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, gegeven op 2 april 2007;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 3 april 2007;

Gelet op het protocol nr. 350 van het Sectorcomité XVII, afgesloten op 10 mei 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State, nr. 43.347/2/V, gegeven op 23 juli 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging van de Regering van 11 juli 2008,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities en Toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° telewerk : een vorm van organisatie en/of uitvoering van het werk waarin, met gebruikmaking van informatietechnologie, werkzaamheden die ook op de werkvloer van de werkgever zouden kunnen worden uitgevoerd, op regelmatige basis buiten die werkvloer worden uitgevoerd;

2° telewerker : elk personeelslid dat telewerk verricht zoals hierboven is vermeld;

3° werkgever : de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren;

4° dienst : een entiteit geleid door een ambtenaar van ten minste rang 12.

Art. 2. § 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren, met uitzondering van de personeelsleden die een ambt van rang 12 en van een hogere rang uitoefenen.

De personeelsleden die een ambt van rang 10 en van een hogere rang van de «Office de la Naissance et de l'Enfance» uitoefenen, worden ook uitgesloten van het toepassingsgebied van dit besluit.

Het personeelslid van rang 10 of 12, alsook het personeelslid van rang 15 waarvan de betrekking niet toegewezen wordt door mandaat overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, die uitgesloten worden van het toepassingsgebied van dit besluit krachtens het eerste lid en het tweede lid, kunnen nochtans overeenkomstig hoofdstuk IV van dit besluit, toegelaten worden om op telewerk beroep te kunnen doen wegens buitengewone omstandigheden.

§ 2. Dit besluit heeft geen betrekking op de zogenaamde mobiele telewerkers, dat wil zeggen deze voor wie mobiliteit noodzakelijk deel uitmaakt van hun ambt.

Het telewerk dat wordt verricht in een satellietkantoor van de werkgever, dat wil zeggen een gedecentraliseerd lokaal van de werkgever of een lokaal dat de werkgever aan het personeelslid ter beschikking stelt, valt buiten het toepassingsgebied van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *De beslissing om op telewerk beroep te kunnen doen in de organisatie van een dienst*

Art. 3. § 1. De Regering kan, op voorstel van de Minister(s) die functioneel bevoegd is (zijn) en na advies van het College van de ambtenaren-generaal of, in gebreke hiervan, van de Directieraad, beslissen dat een dienst die aan de voorwaarden bedoeld in het tweede lid beantwoordt, telewerk mag verrichten.

Een dienst kan toegelaten worden om telewerk te verrichten als hij aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

1° het telewerk moet georganiseerd worden in het belang van de dienst en moet een wijze van organisatie zijn van de dienst in zijn geheel;

2° het telewerk moet verenigbaar zijn met het ambt;

3° het telewerk moet noodzakelijk zijn wegens verplichtingen die eigen zijn aan de dienst, zoals de dienstregeling.

§ 2. Op voorstel van de verantwoordelijke van ten minste rang 12 van de dienst die door de Regering toegelaten wordt om telewerk te verrichten, draagt het College van de Ambtenaren-generaal of, bij gebreke hiervan, de Directieraad, na advies van de Interne dienst voor preventie en bescherming op het werk wat de gelijkvormigheid van de lokalen betreft, de betrokken personeelsleden op telewerk te verrichten en bepaalt de nadere regels voor de organisatie ervan.

Deze beslissing van het College van de Ambtenaren-generaal of, in gebreke hiervan, van de Directieraad, is slechts geldig voor een periode van hoogstens één jaar die hernieuwbaar is na een nieuw onderzoek van het dossier.

Het College van de Ambtenaren-generaal of, in gebreke hiervan, de Directieraad, deelt zijn beslissing mee aan de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister(s) die functioneel bevoegd is (zijn).

HOOFDSTUK III. — *De aanvraag van een personeelslid om op telewerk beroep te kunnen doen*

Art. 4. § 1. Een personeelslid kan toegelaten worden om telewerk te verrichten als hij aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

1° het telewerk moet verenigbaar zijn met het belang van de dienst;

2° het telewerk moet verenigbaar zijn met het ambt;

3° het personeelslid moet zijn aanvraag rechtvaardigen met één van de volgende redenen die opgesomd worden per orde van prioriteit :

a) medische redenen : in dit geval voegt het personeelslid bij zijn aanvraag een attest van de arbeidsgeneeskunde;

b) sociale of familiale redenen : in dit geval voegt het personeelslid bij zijn aanvraag een attest van de sociale dienst;

c) redenen gebonden aan de reisduur : in dit geval bewijst het personeelslid in zijn aanvraag dat zijn woon-werkverkeer 2 uur 30 per enkeltraject overschrijdt;

§ 2. Een personeelslid kan beroep doen op telewerk binnen de voorwaarden van dit hoofdstuk en dit, alleen maar voor maximum 5 jaar over het geheel van zijn loopbaan.

Art. 5. § 1. Het maximum aantal personeelsleden die voor elke werkgever op telewerk beroep kunnen doen, wordt elk jaar door de Regering bepaald, op basis van de verslagen bedoeld in artikel 11 van dit besluit en op voorstel van het College van de Ambtenaren-generaal of, in gebreke hiervan, van de Directieraad.

Bij ontstentenis van een beslissing van de Regering wordt het aantal van het vorige jaar teruggenomen.

§ 2. De gehandicapten worden niet meegeteld in het aantal bedoeld in vorige paragraaf.

Art. 6. § 1. De beslissing waarbij een personeelslid telewerk mag verrichten, wordt genomen, na advies van de onmiddellijke hiërarchische meerdere en van de Interne dienst voor preventie en bescherming op het werk wat de gelijkvormigheid van de lokalen betreft, door het College van de Ambtenaren-generaal of, in gebreke hiervan, door de Directieraad.

Deze beslissing is slechts voor maximum één jaar geldig, hernieuwbaar na een nieuw onderzoek van de aanvraag door het College van de Ambtenaren-generaal of, in gebreke hiervan, door de Directieraad, gelet op de criteria opgesomd in artikel 4.

§ 2. Het College van de Ambtenaren-generaal of, in gebreke hiervan, de Directieraad spreekt zich twee keer per jaar uit, over het geheel van de aanvragen om telewerk, ingediend na een oproep tot kandidaten die bekendgemaakt wordt bij alle personeelsleden. Deze oproep tot kandidaten laat een redelijke termijn aan de personeelsleden om hun aanvraag in te dienen.

Het personeelslid dat op telewerk beroep wil doen met toepassing van dit besluit, dient zijn aanvraag schriftelijk in via zijn hiërarchische meerdere van ten minste rang 12.

HOOFDSTUK IV. — *De aanvraag om op telewerk beroep te kunnen doen wegens buitengewone omstandigheden*

Art. 7. § 1. Een personeelslid kan toegelaten worden om tijdelijk telewerk te verrichten als hij aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

- 1° het moet gaan om buitengewone omstandigheden;
- 2° de aanvraag om telewerk moet ingediend worden in het belang van de dienst;
- 3° het telewerk moet verenigbaar zijn met het ambt.

§ 2. Een personeelslid mag beroep doen op telewerk wegens buitengewone omstandigheden en dit, alleen maar voor een periode van hoogstens één jaar over het geheel van zijn loopbaan.

Art. 8. De beslissing waarbij het personeelslid tijdelijk op telewerk beroep kan doen wordt genomen, na advies van de hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 en van de Interne dienst voor preventie en bescherming op het werk wat de gelijkvormigheid van de lokalen betreft, door het College van de Ambtenaren-generaal of, bij gebreke hiervan, door de Directieraad.

Deze beslissing is slechts voor hoogstens 6 maanden geldig, één keer hernieuwbaar na een nieuw onderzoek van de aanvraag door het College van de Ambtenaren-generaal of, bij gebreke hiervan, door de Directieraad, gelet op de criteria opgesomd in artikel 7.

Het College van de Ambtenaren-generaal of, bij gebreke hiervan, de Directieraad deelt zijn beslissing mee aan de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister(s) die functioneel bevoegd is (zijn).

HOOFDSTUK V. — *De individuele beslissing betreffende telewerk*

Art. 9. De beslissing van het College van de Ambtenaren-generaal of, bij gebreke hiervan, de Directieraad, om op telewerk beroep te doen, moet tenminste het volgende vermelden :

- 1° de plaats(en) waar het telewerk wordt verricht;
- 2° de dagen gedurende dewelke het telewerk wordt verricht en de dagen van aanwezigheid op de lokalen van de werkgever;
- 3° de ogenblikken waarop of de periodes tijdens dewelke de telewerker bereikbaar moet zijn en volgens welke middelen;
- 4° de manier waarop de werkgever aan de telewerker de te vervullen taken onder de vorm van telewerk opgeeft, alsook de methode waarmee het werk, geleverd door de telewerker, gemeten wordt;
- 5° de ogenblikken waarop de telewerker een beroep kan doen op een technische ondersteuning;
- 6° de nadere regels voor de tegemoetkoming door de werkgever en het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën in de onkosten en kosten bedoeld in artikel 13 en volgende;
- 7° de duur van de toelating;
- 8° de voorwaarden en nadere regels voor de schorsing, het afbreken en de hernieuwing van de toelating;
- 9° de toestemming van de telewerker betreffende de toegang tot de werkplaats aan de bevoegde Interne dienst voor preventie.

Voor de personeelsleden aangeworven in het kader van een arbeidsovereenkomst maakt de beslissing het voorwerp uit van een aanhangsel bij hun arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK VI. — *De rechten en verplichtingen*

Art. 10. § 1. Geen enkele toelage of premie mag verbonden worden aan het telewerk. Geen enkele verhoging of vermindering van de arbeidsduur mag eraan verbonden worden.

Voor de telewerker gelden dezelfde werkbelasting en prestatienormen als voor vergelijkbare personeelsleden welke werken op de werkvloer van de werkgever.

§ 2. De telewerkers hebben dezelfde rechten op opleiding en mogelijkheden voor loopbaanontwikkeling als vergelijkbare personeelsleden die op de werkvloer van de werkgever tewerkgesteld zijn en zijn onderworpen aan dezelfde evaluaties.

§ 3. Telewerk mag, over een periode van een maand, niet meer dan drie vijfde van de arbeidsregeling die op de telewerker van toepassing is, beslaan.

§ 4. Mits een vooropzeg waarvan de duur vastgesteld is in de beslissing bedoeld in artikel 8, mogen zowel het personeelslid als de werkgever een einde stellen aan het telewerk. Deze vooropzeg mag de duur van een maand niet overschrijden.

Art. 11. De telewerker moet toegang kunnen krijgen tot de informatie over de instelling en de dienst.

Art. 12. De werkgever die het telewerk invoert, bezorgt de Minister van Ambtenarenzaken elk jaar, in de loop van de maand van de inwerkingtreding van het besluit, een jaarlijks volledig verslag over het aantal telewerkers, de duur van het telewerk en alle inlichtingen die nuttig zijn voor de globale evaluatie van het telewerk, met inbegrip van de evaluatie van de voordelen, nadelen of neutraliteit van het telewerk ten opzichte van het werk geleverd op de werkvloer.

De Minister van Ambtenarenzaken deelt de Regering de bovenvermelde verslagen mee binnen de tweede maanden van de ontvangst ervan.

HOOFDSTUK VII. — *De arbeidsvoorwaarden*

Art. 13. Het telewerk kan worden verricht in de woning van de telewerker of in elke andere door hem gekozen plaats. Indien het telewerk verricht wordt in een andere plaats dan de woning van de telewerker, bepaalt de telewerker het nader in zijn aanvraag.

Art. 14. Het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën is verantwoordelijk voor het beschikbaar stellen, het installeren en het onderhouden van de benodigde apparatuur voor het telewerk. Het verleent de telewerker een geschikte dienst inzake technische ondersteuning.

De kosten van de verbindingen en de communicatie die verband houden met het telewerk vallen niet ten laste van de telewerker.

Art. 15. De telewerker gaat zorgvuldig om met de hem ter beschikking gestelde apparatuur.

Ingeval van beschadiging door derden of van diefstal, verschaft de telewerker aan de werkgever de informatie waarover hij beschikt en die van aard is om deze werkgever toe te laten het herstel van de geleden schade te bekomen.

Art. 16. De telewerker brengt onmiddellijk de werkgever en het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën op de hoogte van een defect aan de door hem gebruikte apparatuur of van een geval van overmacht waardoor hij zijn werk niet kan verrichten.

Er kan worden voorzien in specifieke regels zoals vervangende taken of een tijdelijke terugkeer naar de werkvloer van de werkgever.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 17. Bij de datum van inwerkingtreding van dit besluit bedraagt het aantal van personeelsleden in voltijds equivalent bedoeld in artikel 5 van dit besluit :

- voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap : 45;
- voor de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector : 1;
- het Commissariaat-generaal bij de Internationale Betrekkingen : 2;
- het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap : 2;
- het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan : 1;
- de "Office de la Naissance et de l'Enfance" : 12.

Art. 18. De werkgever die het telewerk invoert, wordt vrijgesteld van het neerleggen van het verslag bedoeld in artikel 11 van het jaar van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 19. De personeelsleden die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit op telewerk beroep doen, moeten overeenkomstig dit besluit een nieuwe aanvraag om telewerk indienen en dit, vanaf de eerste oproep tot kandidaten; bij gebreke hiervan zal een einde worden gesteld aan hun telewerk mits een vooropzeg waarvan de duur door het College van de Ambtenaren-generaal of, bij gebreke hiervan, door de Directieraad, zal worden bepaald.

De eerste oproep tot kandidaten zal plaatsvinden binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking één maand nadat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 21. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juli 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 3354

[C – 2008/29450]

28 AOUT 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française reconnaissant l'Union des Etudiants de la Communauté française (Unécof) comme organisation représentative des étudiants reconnue au niveau communautaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire notamment l'article 29;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} juillet 2005 reconnaissant l'Union des Etudiants de la Communauté française (Unécof) ASBL comme organisation représentative des étudiants reconnue au niveau communautaire;